



Rentrée 2024 : Choc des savoirs, évaluations nationale... Pour une autre politique, en grève le 10 septembre

mercredi 11 septembre 2024, par [CGT educ'action](#)

Après la claque aux élections européennes, la dissolution manquée et la nouvelle claque aux élections législatives... ce pouvoir n'accepte toujours pas d'avoir perdu. Les conditions de rentrée, elles, se suivent et se dégradent. La ministre démissionnaire n'essaie même plus de faire croire qu'il y aura un·e enseignant·e dans chaque classe ou que le budget suffira à financer notre École... sans parler des contre-réformes en cours. Nous avons besoin de Services publics de qualité, notamment l'Éducation. Le temps est venu de faire appliquer nos revendications !

Visiblement, préparer un budget 2025 restrictif ou préparer une rentrée scolaire, c'est « régler les affaires courantes ». Au-delà de la crise actuelle de régime, c'est nier l'importance des choix politiques à faire en matière notamment d'Éducation. En attendant, dans l'Éducation nationale, ce sont par exemple 8000 enseignant·es en moins depuis 2018, 21% de personnels administratifs de moins depuis 2007 ; C'est une crise du recrutement qui s'accroît, une réforme du lycée qui continue de violenter notre jeunesse, un « Choc de savoir » au service de la ségrégation sociale qui se poursuit malgré l'opposition unanime (et les multiples reculades locales dans les collèges), un « Pacte », boudé par les équipes mais toujours là, une politique d'évaluation et de contrôle des personnels et des élèves... Bref, il fallait que rien ne bouge... pour que tout bouge ?

Malgré cette sourde oreille, la fragilité extrême du président et nos victoires syndicales locales de l'année dernière appellent du changement. Et vite.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 10 SEPTEMBRE : refusons collectivement de faire passer les évaluations nationales, portons un autre projet d'école !

Infos locales de manif / rassemblement :

- **Bourg-en-Bresse** : rdv à 12h devant la DSDEN de l'Ain, rue de la paix, avec un pique nique !
- **Lyon** : rdv 12h devant la DSDEN du Rhône et 14h : AG de grévistes à la Bourse du travail.

Pour lire, imprimer et afficher nos tracts et communiqués entiers, cliquez sur les vignettes ci-dessous !

la cgt
ÉDUC' ACTION

RENTÉE 2024
NOS REVENDICATIONS DOIVENT DÉSORMAIS S'APPLIQUER !

LA CGT ÉDUCATION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Après la clique aux élections européennes, la dissolution manquée et la nouvelle clique aux élections législatives... ce pouvoir n'accepte toujours pas d'avoir perdu. Les conditions de rentrée, elles, se saluent et se dégradent. Le ministre démissionnaire n'osait même plus de faire croire qu'il y aura un « enseignant-e dans chaque classe ou que le budget suffira à financer notre École... sans parler des contre-réformes en cours. Nous avons besoin de services publics de qualité, notamment l'Éducation. Le temps est venu de faire appliquer nos revendications!

! MACRON EXPÉRIMENTE LA POLITIQUE DÉMISSIONNAIRE

Vivement, préparer un budget 2025 restreint ou préparer une rentrée scolaire, s'est « régler les affaires courantes ». Au-delà de la crise actuelle de régime, c'est bien l'importance des choix politiques à faire en matière notamment d'Éducation.

En attendant, dans l'Éducation nationale, ce sont par exemple 8000 enseignants en moins depuis 2008, 21% de personnels administratifs en moins depuis 2007. C'est une crise du recrutement qui s'accroît, une réforme du lycée qui continue de violenter notre jeunesse, un « choc des savoirs » au service de la ségrégation sociale qui se poursuit malgré l'opposition unanime (et les multiples recules locaux dans les collèges), un « Pacte », bouilli par les équipes mais toujours là, une politique d'évaluation et de contrôle des personnels et des élèves... bref, il faut que rien « bouge... pour que tout bouge ? Malgré cette saute-oreille, la fragilité extrême du président et nos victoires syndicales locales de l'année dernière appellent du changement. Et vite.

✗ ÉVALUATIONS NATIONALES

À l'occasion de leur généralisation dans le 1^{er} degré, nous appelons à les boycotter collectivement. Pour donner du poids à cette action, avec le SNAJep et SUD Éducation, nous appelons à la grève le 10 septembre 2024!

Localement, dès la pré-rentree, constituez des dynamiques d'équipes pour faire comprendre leur danger pour notre outil de travail et nos élèves. Ce boycott doit se voir comme une décision d'équipe pour construire du collectif et éviter les formes de répression individuelle.

LES ÉVALUATIONS NATIONALES, C'EST QUOI ?

Généralisées dans le 1^{er} degré, « proposées à la généralisation » au collège, imposées en seconde, ces évaluations restent des outils d'un pilotage par objectifs, d'un contrôle des pratiques pédagogiques et de la déshumanisation du suivi des élèves. Pourquoi ?

✗ CONTRÔLE DES PRATIQUES PÉDAGOGIQUES

Elles sont la pierre angulaire d'un système global d'évaluation du système éducatif. Elles visent à la fois les élèves et les personnels et participent d'un contrôle croissant des pratiques professionnelles. Ce faisant, elles dépassent les enseignements de la maîtrise de leur travail.

✗ RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS SCOLAIRES

L'enseignement, en ayant la main sur la conception de ses apprentissages jusqu'aux évaluations, peut adapter la progression et les méthodes à chaque élève. À l'inverse, ces outils standardisés offrent peu de réponses adaptées et participent à émettre le travail scolaire, figent les élèves dans des cases, les reléguant dans des parcours différenciés.

CONTRE DES ÉVALUATIONS, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 10 SEPTEMBRE

✗ ACCELERATION DE LA RÉFORME VICE-PRO

Dissociation des parcours en fin d'année de terminale Bac Pro, généralisation des dispositifs associés à France Travail visant essentiellement à pourvoir les emplois dits « en tension » ; carte des formations : mise en adéquation radicale des formations avec les besoins en emplois locaux... Cette réforme ferme le des à la vocation émissipatrice de la formation pro sous statut scolaire !

la cgt
ÉDUC' ACTION

CHOC DES SAVOIRS ET ÉVALUATIONS NATIONALES... C'EST NON !

EN GRÈVE LE 10 SEPTEMBRE

LE BSK

Alors que le pouvoir macroniste enchaîne les défaites électorales (qu'il refuse...), sanctionnant ainsi sa politique, il maintient ses contre-réformes qui détruisent le Service public d'Éducation.

Ainsi, en cette rentrée 2024, le Choc des savoirs va être partiellement appliqué alors qu'il est unanimement rejeté par les personnels et les organisations syndicales. Parmi les mesures dénoncées et repoussées, les évaluations nationales standardisées sont celles qui vont s'appliquer le plus rapidement et qui représentent le mieux la volonté politique de contrôler tout un système.

Il y a donc URGENCE à s'y opposer. C'est l'engagement de la CGT Éduc'Action et de l'intersyndicale.

! DES ÉVALUATIONS NATIONALES IMPOSÉES CONTRE LA VOLONTÉ DES PERSONNELS ET DES SYNDICATS

Alors que les résultats des évaluations PSA ont clairement indiqué la faillite de la politique Blanquer (pédagogie et évaluations), les gouvernements Macron généralisent dès la rentrée 2024 ces évaluations nationales à tous les niveaux de l'école élémentaire.

Dans ces conditions, et comme livelles le font depuis des mois, les personnels et les organisations syndicales se mobilisent pour les dénoncer et demander la fin de leur caractère obligatoire. Ils elles dénoncent les attaques contre la liberté pédagogique et le métier enseignant-e.

! LE SYMBOLE D'UNE POLITIQUE DE TRI ET DU RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS

Ces évaluations visent les élèves. Elles permettent de trier et classer les élèves, de les stigmatiser rapidement comme « bons ou mauvais » élèves, mais également d'anticiper le tri qui s'organise au collège avec les « groupes de niveaux ». D'ailleurs, les évaluations de CM2 doivent permettre ce tri, le regroupage des « fiches maîtresses » pour la répartition des élèves en 6^{ème}... Et les évaluations 6^{ème} doivent aussi permettre les « ajustements » de ces groupes de niveau dans les premières semaines de rentrée... Le schéma est ainsi complet.

en cours d'acquisition fragile
maîtrise
fragile
maîtrise non acquise



Rentrée 2024, les personnels exigent une autre politique

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

C'est dans un contexte politique inédit, que Noëlle Belaubet a tenu une conférence de presse avant la rentrée scolaire. Selon le ministre éducationniste, tout est prêt pour cette rentrée scolaire. Fort heureusement à une rentrée scolaire se prépare en juillet !

Le ministre éducationniste n'a pu que se contenter de rappeler les expérimentations amorcées avant la dissolution, mesures cosmétiques et peu crédibles mais réactionnaires (interdiction des smartphones et uniformes).

Sur le plan pédagogique, la mobilisation des personnels et la situation politique ont contraint le ministre à « reporter » certaines mesures contenues dans le Choc des savoirs (réforme du brevet et autres secondes généralistes, nouveaux programmes et labellisation), même si le « ministre » fait comme si elles seront bien mises en œuvre, on ne sait par qui.

Pour finir, il en a été dit à cette conférence de presse sur le manque chronique de personnels qui continue de dégrader les conditions de travail et le service public de l'Éducation. Cette année encore, beaucoup trop d'écoles, d'établissements ou de services fonctionnent avec du personnel en nombre insuffisant. Une fois de plus, les personnels font la rentrée 2024 avec un goût amer et s'efforcent, néanmoins, de faire tourner le système avec professionnalisme. Mais jusqu'à quand ?

Mais c'est surtout le caractère hors sol et non démocratique que la CGT Éducation relève de cette conférence de presse. Elle symbolise le maintien de la politique de casse de l'Éducation nationale, du sé social des élèves, du manque d'investissement dans les services publics, contre les vœux exprimés par la très grande majorité des électeurs et électrices aux législatives.

La CGT Éducation exige la mise en œuvre d'une autre politique au service des élèves, de leurs familles et des personnels : créations massives de postes dans toutes les catégories, représentation générale et significative des salariés, titularisation des personnels contractuels sans condition de concours et de nationalité et création d'un statut pour les AESH et les AED.

Elle exige également une politique d'éducation antiracisme et émancipatrice pour les élèves, qui mette fin à la perte de sens de nos métiers avec l'abandon des références des lycées et de Parcoursup depuis 2017 ainsi que des réseaux du « lycée des cadres » dans les groupes de travail/chaînières. Si la terminologie a quelque peu évolué, le flux continu sur le choix des mots engendre des inégalités entre établissements.

Par ailleurs, la volonté de généraliser les évaluations en CE2 et CM2 a été affirmée avec la possibilité, pour les « mieux performant-e-s » de recevoir une remédiation hors des murs de la classe... La CGT Éducation s'est toujours opposée aux évaluations nationales que ce soit dans le 1^{er} ou dans le 2nd degré. C'est une stigmatisation qui renvoie les élèves à leurs propres échecs.

Dès la rentrée, la CGT Éducation appelle tous les personnels à se réunir en assemblée générale, à organiser des heures d'information syndicale et à voter toutes leurs revendications. Elle dépose des préavis de grève pour tout le mois de septembre.

Dans ce cadre, la CGT Éducation appelle les personnels à refuser collectivement de faire passer les évaluations nationales dans le 1^{er} et le 2nd degré et appelle à ce titre les personnels à la grève le 30 septembre. C'est ensemble que nous pouvons agir pour un autre projet d'école au service de la réussite de toutes et tous.

CGT Éducation

285, rue de Paris-Cité 549 10315 MONTREUIL, CEDEX
Tél : 01 55 32 76 55

www.cgteduc.fr union@cgteduc.fr



@CGTEducAction

#cgteduc

#cgteduc